Violences policières, violences judiciaires, acharnement administratif : les violences d'État s'abattent depuis des années et nous le savions – parce que nous connaissons ce qui se passe dans bien des quartiers et que révèlent avec courage et ténacité les collectifs qui exigent justice et vérité ; parce que nous connaissons la violence féroce qui pourchasse les migrantes et migrants, que l'on traque, enferme, expulse, ou bien qu'on laisse mourir – une indignité. Ou nous ne le savions pas, pas assez – parce que nous découvrons la répression implacable des mouvements sociaux, depuis la loi « Travail » jusqu'au soulèvement des gilets jaunes et à la mobilisation contre la casse des retraites, comme une révélation. La violence policière, mais aussi administrative et judiciaire, sociale et politique humilie, matraque, mutile, condamne et incarcère ; elle tue aussi parfois, d'abord dans les quartiers populaires. Parce que nous lui disons non, elle voudrait nous briser.

Qu'arrive-t-il, désormais ? La prise de conscience s'est aiguisée dans des proportions considérables. On peut regretter qu'elle n'ait pas surgi bien avant, ou que nous n'ayons pas toujours lutté ensemble. Mais c'est le moment. En une année, la violence d'État a atteint une telle intensité que nous ne pouvons pas en rester aux constats, ni à l'égrenage des témoignages, ni même à l'analyse d'une situation. Il est urgent de passer à l'offensive collective.

Comment faire face au rouleau compresseur qui entend gouverner par la peur ? Puisque tout est fait pour réprimer et criminaliser nos résistances, nous avons bien conscience que cette peur-là nous travaille, traverse nos corps et nos mouvements. Comment la conjurer ? Nos oppositions n'y suffisent pas parce qu'il ne suffit pas de dire « halte » ou de dire « non ». Et d'ailleurs, nous les dépassons, parce que nous avons aussi des espoirs et des projets : de justice, de démocratie et d'égalité. La situation inédite que nous connaissons en a accru l'urgence et la détermination.

Pour dépasser le cadre de tribunes et des meetings, nous proposons une assemblée de lutte. Non pas une addition de prises de parole, collectif par collectif, organisation par organisation, témoin par témoin, mais un moment où partager des pistes pour résister, forger l'autodéfense et la solidarité : pour nous organiser de manière durable. Nous pensons qu'il y a une force singulière de l'assemblée : un moment où peut advenir, à partir de nos expériences, de nos savoirs et de nos pratiques, de quoi proposer une riposte commune. Nous voudrions faire de ce moment un temps fort, qui ait de puissants échos sociaux, politiques et aussi médiatiques, non seulement pour que cesse l'invisibilité – de plus en plus battue en brèche – de cette violence, mais pour faire de ce « nous » une force stratégique.

Le 14 mars sera la journée internationale de lutte contre les violences policières : nous en soutenons pleinement les victimes et leurs familles ; nous appelons à cette marche. En écho, le 15 mars sera celle de l'assemblée de riposte aux violences d'État.

Lien pour signature de l'appel :

https://mensuel.framapad.org/p/9fej-hdlrufqtqt?lang=fr

Lien Démosphère vers l'événement :

https://paris.demosphere.net/rv/7936